

La technologie à but social, axe majeur pour IBM

NUMÉRISATION. Christian Keller, CEO d'IBM pour la Suisse, en appelle à la responsabilité des entreprises privées pour l'établissement de standards. En parallèle à celle des Etats.

ELSA FLORET

«Si l'on ne peut pas exclure à 100% que les données puissent être utilisées à mauvais escient, j'invite les entreprises privées à établir des standards internationaux, en parallèle à la mission des Etats», déclare Christian Keller, CEO d'IBM pour la Suisse. S'efforcer que la technologie et l'intelligence artificielle (IA) poursuive un but social (tech for good), telle est la volonté affichée par le groupe IBM.

«Face à la critique croissante contre le gigantisme des entreprises de la technologie (les GAFA), j'en interroge sur cette taille idéale qu'il faudrait atteindre et ne pas dépasser. En réalité, le problème n'est pas là. Il réside plutôt dans le fait de canaliser et d'assurer que la technologie adhère à des standards, afin d'avancer sur le chemin du bien. Les entreprises doivent établir ces standards et non les Etats. La question clé est: que fait-on avec ces données?», s'interroge Christian Keller, qui conserve pourtant un certain optimisme.

Propriété intellectuelle du client

La où les données sont partagées et profitent à l'apprentissage de tous dans le cas des assistants personnels d'Amazon, Google ou Apple – des algorithmes sophistiqués nourris par des masses immenses de données – le système d'intelligence artificielle baptisé



CHRISTIAN KELLER. «Sans la 5G en Suisse, il y a un risque que les entreprises quittent le pays pour le Royaume-Uni ou la France.»

Watson d'IBM, dont la notoriété date de 2011 lorsqu'il a triomphé sur le candidat humain au jeu télévisé américain Jeopardy, préserve les données de ses clients en ne les partageant pas avec d'autres entreprises.

Contrairement aux outils développés par Amazon, Google ou Apple et leurs assistants numériques mondialement connus comme Alexa, Assistant Home, Siri ou HomePod – qui s'adressent à un large public de consommateurs finaux – Watson s'adresse exclusivement aux professionnels et aux intermédiaires ciblant le marché des particuliers.

«Watson est ciblé pour ce que l'on nomme la connaissance du

domaine, qui se focalise sur des tâches très spécifiques. Un algorithme dans ses fondations doit assurer la qualité des données et éviter les biais. Nous nous concentrons sur la curation des données attachées à une industrie spécifique. Nous nous assurons que tous les éléments spécifiques du domaine ou de l'industrie en question soient représentés. Notre moteur ainsi construit offre un avantage concurrentiel à nos clients. Et représente un différenciateur fondamental», résume le CEO d'IBM pour la Suisse, qui distingue l'IA pour le consommateur final ou le business est l'accumulation de données de celle du domaine plus profond où les

données spécifiques du client sont respectées.

Afin d'entraîner ses moteurs d'IA, IBM utilise les données de ses clients, qui restent la propriété intellectuelle des entreprises. «Le règlement général sur la protection des données (RGPD) en Europe forme une excellente base pour le monde entier, avec des garde-fous clairs et un niveau de transparence à respecter. Les Américains sont admiratifs de l'Europe et acceptent l'idée qu'il faille des règles dans le domaine numérique privé et commercial», souligne Christian Keller, qui estime que le discours des GAFA a changé depuis les scandales. Ces géants sont donc contraints de revoir leur stratégie.

Granularité de la technologie

IBM offre aux entreprises de Fortune 500 à ses clients le service d'approvisionnement et à 8 banques sur 10, ses services de maintenance et de datacenters. «En moyenne, 60% des entreprises sous-traitent leurs services et 40% d'entre elles maintiennent l'activité en interne. Au Royaume-Uni, la majorité sous-traite (80%); en France c'est 50% 50% et en Suisse, c'est aussi la majorité qui sous-traite, à l'exception des deux grandes banques. Alors qu'il y a 10 ou 15 ans, la sous-traitance était réalisée sous l'angle du tout ou rien, elle est gérée de façon beaucoup plus

nuancée. La technologie permet une granularité bien supérieure aujourd'hui», détaille Christian Keller.

En raison de cette granularité de la technologie, les développements IT sont de plus en plus ouverts. Pour ses solutions, IBM crée de nouvelles plateformes, qui peuvent intégrer des solutions de certains de ses concurrents.

«Par exemple, on peut avoir un moteur d'IA d'IBM auquel on ajoute des modules de reconnaissance vocale de Google. On travaille en open source. Le monde de la technologie est devenu beaucoup trop complexe pour qu'une seule solution suffise à tout faire. Nous avons besoin de partenaires et cet écosystème nous le fournit. Toute solution aujourd'hui est personnalisée, ce qui offre des opportunités formidables pour les petites et moyennes entreprises également», résume Christian Keller. IBM n'est pas dans le business de l'accumulation des données, à deux exceptions près, résume Christian Keller, l'acquisition faite il y a 4 ans de The Weather Company, spécialisée dans la fourniture de données météorologiques à des services tiers (TV, Internet) qu'elle diffuse également via sa chaîne The Weather Channel. La principale raison est que ces données ont une influence dans toutes les industries. La deuxième exception est l'achat de données de patients

américains souffrant de cancers, dans le but d'améliorer la qualité des réponses et donc des traitements.

«Notre stratégie tech for good requiert un besoin de disposer d'un grand nombre de données spécifiques, qui peuvent être utiles dans de nombreuses industries, comme la météo», explique Olivier Vareilles, responsable d'IBM pour la Suisse romande.

Régulation et communication 5G

La technologie 5G est assez puissante pour permettre aux industries d'innover avec une meilleure bande passante et latence. «Avec l'IA, le langage machine à machine a besoin de réaction beaucoup plus rapide que la dimension actuelle. Des discussions sont à mener, mais attention à ce que la Suisse ne réglemente pas trop dès le début, cela nuirait à l'économie. Sans certitude à 100%, la 5G nuise à la santé en comparaison des 3G ou 4G, il ne faut pas une loi trop restrictive qui empêcherait tout développement. Je préconise plutôt de laisser aller, d'observer et d'apprendre au fur et à mesure. Il y a un risque certain que les entreprises quittent la Suisse pour aller au Royaume-Uni ou en France», met en garde le CEO d'IBM Suisse, en citant le dernier rapport McKinsey, qui met la Suisse en garde notamment sur ses conditions-cadre avec l'Union européenne. ■

Watson honoré du prix Duttweiler. Une première

Le groupe décline ses logiciels Watson dans différentes applications, dont les domaines médicaux notamment.

Le programme d'intelligence artificielle Watson, conçu par le géant américain de l'informatique IBM, est la première technologie à avoir reçu le prix Gottlieb Duttweiler.

Doté de 100.000 francs, le Prix Gottlieb Duttweiler a été créé il y a 50 ans par le distributeur Migros en hommage à son propre fondateur Gottlieb Duttweiler. Parmi les précédents lauréats figurent l'ancien secrétaire général de l'ONU Kofi Annan (2008), l'ex-ministre allemand des Affaires étrangères Joschka Fischer (2004) et le père de l'encyclopédie en ligne Wikipedia Jimmy Wales (2011). Watson a pu diagnostiquer un cancer du poulmon avec un taux de succès de 90%, contre 50% pour un médecin. L'intelligence augmentée avait intégré les dossiers de 1,5 million de patients, 2 millions de pages issues de revues spécialisées et 600.000 données médicales, lors d'un test effectué au Memorial Sloan-Kettering Cancer Center de New York en 2012.

Depuis Watson Oncology est déployé en Inde et en Thaïlande. Outre l'oncologie, tous les domaines mé-

dicaux peuvent potentiellement être intéressés par la technologie de Watson, avec notamment la montée en puissance de la recherche génomique et la médecine personnalisée. Ou alors le smart farming et l'utilisation appropriée des pesticides en fonction des paramètres de la météo en temps réel.

Un des domaines dans lesquels l'IA va aider énormément est la cyber-sécurité. D'après Gartner et Forrester, il manquera entre 2,5 et 3 millions de personnes qualifiées en cyber-sécurité d'ici 2021. L'intelligence artificielle permettra d'automatiser des processus et de rechercher la coopération entre les acteurs.

«Si IBM reste discret sur la scène de la cyber-sécurité, il n'en demeure pas moins que nous en sommes un acteur majeur. En lieu et place de budget marketing, nous consacrons un budget important à la recherche sur l'ordinateur quantique par exemple pour lequel une compétition de vitesse s'installera», résume Olivier Vareilles, responsable d'IBM pour la Suisse romande, qui rappelle qu'IBM entame un tour d'Europe avec un camion de 25 tonnes montrant une attaque monitorée en temps réel (X force). Débuté en mars en Suisse, le tour passera en octobre en Suisse romande. ■

L'engagement pour la promotion des femmes

IBM est membre du CWF depuis 2009 (6^e en termes d'ancienneté) et sponsorise annuellement l'adhésion de 5 à 8 collaboratrices de talent au CWF. IBM compte 2 présidentes/ex-présidentes dans ses rangs et 3 personnes impliquées dans les comités successifs au cours des 10 dernières années.

«IBM a joué un rôle de leader dans la mise sur pied du cross company mentoring program (un des programmes particulièrement appréciés par les autres sociétés sponsors du CWF), basé sur un programme expérimenté par IBM», explique Annabella Cardone, ex-présidente du CWF et IBM Europe resiliency finance and investment capital (CRB)/ RAA lead.

IBM estime depuis plus d'un siècle que la diversité et l'inclusion sont des priorités pour l'entreprise. A cet effet, le groupe publie des rapports annuels sur l'égalité de rémunération, qui analysent et évaluent l'équité salariale entre groupes de pairs et, le cas échéant, prennent les mesures qui s'imposent. Des analyses appropriées sont entreprises.

L'analyse, qui examine la différence de salaire dans la même branche par rôle, indique que les salaires des femmes se situent à moins de 1% les uns des autres, au niveau global.

Depuis 1935, date à laquelle le fondateur Thomas J. Watson Sr a déclaré une politique de «salaire égal pour un travail égal», c'est un principe auquel IBM est resté attaché.

IBM a reçu le prestigieux prix Catalyst 2018 pour son leadership dans la création d'un lieu de travail, qui valorise la diversité et l'inclusion.

Diriger l'ère cognitive propulsée par l'avancement mondial des femmes: l'initiative mondiale d'IBM pour la diversité et l'inclusion s'est concentrée de manière stratégique et ciblée sur le développement et la progression de la carrière des femmes techniques. Les chefs de file des ressources humaines et du monde des affaires se sont associés pour promouvoir les objectifs d'IBM en matière de diversité et d'inclusion en attirant et en recrutant des talents divers, en accordant la priorité au développement du leadership et aux discussions sur les talents et en s'engageant en tant qu'entreprise citoyenne.

IBM a élu sa première femme CEO en 2012, Virginia M. Ginni Rometty. A Davos, elle avait été parmi les premières à partager sa conviction que les organisations qui collectent, stockent, gèrent ou traitent des données ont l'obligation de les traiter de manière responsable. ■

UNION BANCAIRE PRIVÉE: collaboration avec Rothschild & Co dans le capital-investissement

Union Bancaire privée (UBP) a fait appel à Rothschild & Co pour renforcer son offre de placements dans les entreprises non cotées en Bourse. Le groupe bancaire genevois et son partenaire parisien vont proposer des stratégies qui s'adresseront aussi bien à la clientèle privée qu'institutionnelle, indiquent lundi les deux établissements.

Ce partenariat permettra à UBP de bénéficier de l'expérience de Rothschild & Co dans le domaine du capital-investissement, souligne le communiqué. La banque française gère un ensemble de fonds consacrés aux sociétés non cotées totalisant 11 milliards d'euros (12,25 milliards de francs) d'actifs.

Les stratégies développées dans le cadre de cette collaboration seront gérées par Rothschild & Co. Les spécialistes d'UBP interviendront en tant que «conseillers en investissement». Les détails financiers de cet accord ne sont pas divulgués. – (awp)

VONTABEL: nouvelle plateforme de gestion de fortune numérique

Vontabel élargit sa gamme de produits et services de gestion de fortune en lançant une offre numérique nommée Volt, pour Vontabel's Digital Investment Solution Platform. L'établissement zurichois compte déjà un premier partenaire avec Raiffeisen Suisse, qui utilisera cette plateforme pour sa propre offre numérique de gestion de fortune pour la clientèle de détail à partir du printemps 2020.

Cette technologie «permet à nos clients d'utiliser directement notre expertise d'investissement, où qu'ils se trouvent et à n'importe quel moment afin de personnaliser leur portefeuille».

L'offre sera proposée aux clients existants en complément des dispositifs actuels en gestion de fortune. Georg Schubiger, directeur Wealth Management, a déclaré lors d'un événement presse que Vontabel «espère gagner plusieurs milliers de clients dans les prochains mois». Le dépôt minimum pour Volt est de 10.000 francs. – (awp)

SUNRISE: la Comco lance un examen approfondi du rachat d'UPC Suisse

Après de premières investigations, il existe des indices que la concentration crée ou renforce une position dominante sur différents marchés. L'examen doit intervenir dans le délai légal de quatre mois. L'opérateur indique que l'exécution d'un tel examen de phase II est conforme aux attentes de Sunrise.

La Commission de la concurrence note que par l'acquisition d'UPC, Sunrise se procure un réseau câblé propre et vise une plus grande indépendance par rapport à Swisscom et la création de synergies en matière de chiffres d'affaires et de coûts. «L'examen préalable a montré qu'il existe des indices que l'acquisition créerait ou renforcerait une position dominante. Tel serait le cas sur les marchés de la fourniture de droits de retransmission d'événements sportifs par Pay-TV ainsi que sur les marchés de l'accès aux clients finaux de Sunrise et UPC en matière d'interconnexion IP», explique le régulateur. – (awp)

La Banque Heritage a reculé sur presque tous les fronts

Les affaires à traiter se sont multipliées. L'établissement genevois a dû fermer 40% de ses comptes et gérer un cas de fraude.

Absorbée par les obligations administratives, la banque genevoise a pratiquement reculé sur tous les fronts. La masse sous gestion s'est contractée de plus de 6% à 4,57 milliards de francs, selon le rapport annuel. Au sortir d'une année boursière médiocre, l'établissement a néanmoins généré une modeste performance marchée (+19,5 millions). L'essentiel de la baisse est imputable à des sorties nettes d'argent, de l'ordre de 327 millions. «Cela représente 7% de nos actifs, suite à la clôture de 40% de nos comptes», a indiqué le directeur général Marcos Esteve.

Heritage s'est conformée aux directives du régulateur Finma en termes de marchés ciblés. «Auparavant, nous étions présents dans 135 pays. Désormais, 20 pays couvrent 85% de notre masse sous gestion.» La banque ne courait aucun risque majeur en raison d'une éventuelle provenance sulfureuse des fonds, assure le directeur général, dont la famille a fait fortune dans le négoce de cacao, coton et café.

Fondée en 1986 comme un family office pour les Esteve, Heritage dispose d'une licence bancaire depuis 2003. La Suisse représente désormais 20% des actifs gérés, derrière l'Europe (30%). La Russie atteint également 20%, tandis que le Moyen-Orient et l'Amérique latine sont au coude-à-coude (15%).



MARCOS ESTEVE. Le CEO affirme avoir «encore de l'appétit» pour une nouvelle acquisition. «J'ai sept dossiers sur mon bureau, trois à Genève et quatre en Suisse allemande.»

Le recentrage stratégique a nécessité d'adapter la structure des coûts et réduire les effectifs en Suisse. La banque compte actuellement 95 équivalents plein temps, contre 106 à fin 2018.

Pyramide de Ponzi

Le tassement du volume d'affaires s'est répercuté sur les revenus, notamment les opérations de commissions, qui ont généré de recettes en recul de 10% sur un an à 35,5 millions. La rentabilité s'est détériorée malgré un allègement de 14% des charges. La perte nette s'est creusée à 7,8 millions de francs, contre 2,7 millions en 2017.

La constitution d'une provision

de 9,2 millions figure parmi les éléments uniques qui ont pesé sur l'exercice écoulé. Cette somme permettra de couvrir d'éventuels frais liés à une affaire de fraude en Uruguay, qui n'a connu aucun retentissement en Suisse.

Banque Heritage a découvert en décembre 2017 qu'une employée a mené en bateau ses clients duan probablement plus de 20 ans en organisant une pyramide de Ponzi. Cette structure frauduleuse vise à rémunérer les clients existants par l'arrivée de nouveaux fonds.

Couvert contre de tels agissements, l'établissement genevois a été partiellement dédommagé, insuffisamment à son goût, d'où

une procédure en cours contre son assureur et la provision.

Du côté des clients lésés, 45 ont déjà été indemnisés sur les 48 réclamations. «Les plus gros montants ont été déboursés. J'espère terminer les trois cas restants cette année», explique M. Esteve. «Nous n'avons perdu que deux clients à travers cette fraude. Les retombées négatives en termes d'image sont très limitées.»

Fusion avec Sallfort Privatbank

Cette affaire a retardé la fusion avec Sallfort Privatbank, pour laquelle de premiers contacts remontent à octobre 2017. La transaction a finalement été annoncée en novembre dernier. Ce vendredi, il n'existera plus que Banque Heritage, qui disposera de 5,6 milliards de masse sous gestion. «Les coûts d'intégration, de migration informatique et d'indemnisation des départs ne dépasseront pas 3 millions. Le synergies, attendues dès 2020, atteindront 4 millions par année», précise Marcos Esteve.

Après la reprise d'actifs de feu Banque Frey, de Standard Chartered et de Hottinger, la fusion par absorption de Sallfort et ses 1,1 milliard d'actifs est la plus importante dans l'histoire de Heritage. M. Esteve affirme avoir «encore de l'appétit» pour une nouvelle acquisition. «J'ai sept dossiers sur mon bureau, trois à Genève et quatre en Suisse allemande.» —(awp)

UPC investira cette année plus de 40 millions

TÉLÉCOMS. L'objectif affiché est de pouvoir proposer les nouveaux produits aux clients existants.

UPC Suisse va dépenser cette année plus de 40 millions de francs d'investissements dans son propre réseau, ses produits et le service clients.

L'objectif affiché est de pouvoir proposer les nouveaux produits aux clients existants, comme l'UPCTV, la connexion internet ultrarapide de 600 Mbit/s dans toute la Suisse ou les abonnements mobile illimités avec le roaming dans l'UE.

«Nous avons lancé un programme sur deux ans permettant de mettre les nouveaux produits et les nouvelles vitesses à leur disposition», explique Severina Pascu, directrice générale d'UPC Suisse.

Les différents groupes de clients peuvent dans 99% des cas obtenir un nouvel abonnement au même prix que l'ancien. UPC renonce aux frais d'activation et prend en charge les frais d'expédition des nouveaux produits. —(awp)

Lonza poursuit sa réorganisation, 50 postes sont menacés en Suisse

CHIMIE. Le groupe va partiellement externaliser sa division Specialty Ingredients.

Après avoir unifié ses unités pharma et santé en février, le fournisseur de composants pour les industries pharmaceutique et chimique va partiellement externaliser la division Specialty Ingredients (LSI), qui génère plus de 40% des revenus du groupe bâlois. Environ 130 postes sont menacés par ces mesures.

CES MESURES DOIVENT PERMETTRE «UN PLUS GRAND CONTRÔLE DE L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE ET DES COÛTS».

L'activité spécialités chimiques, qui va rester en totalité propriété de Lonza, sera externalisée et bénéficiera d'une direction indépendante. Ces mesures doivent permettre «un plus grand contrôle de l'activité opérationnelle et des coûts», a souligné hier Lonza.

«Notre décision permettra au secteur de se concentrer sur ses forces et de stimuler sa croissance future dans un environnement dynamique et concurrentiel», af-

firme dans un communiqué le nouveau patron Marc Funk, arrivé en mars.

Les mesures doivent être mises en place d'ici mi-2020. Le groupe prévoit la suppression d'environ 130 postes, dont 50 en Suisse et 35 en États-Unis. Fin 2018, Specialty Ingredients comptait 4841 employés, soit près d'un tiers des effectifs du groupe, selon les indications du rapport annuel. En février, Lonza avait annoncé qu'il allait unifier ses segments Pharma & Biotech et Consumer Health & Nutrition sous une même bannière, Lonza Pharma Biotech & Nutrition (LPBN). Les anciennes unités Consumer Product Ingredients et Consumer & Resources Protection devaient quant à elles former la division Specialty Ingredients (LSI), sous la direction opérationnelle de Sven Abend.

Rentabilité plus faible

L'unité LSI a fait l'objet d'un désinvestissement récemment. Lonza a finalisé en mars la cession de ses activités de traitement des eaux (Water Care) au gestionnaire américain Platinum Equity

pour 630 millions de dollars. La division spécialités chimiques s'adresse, entre autres, aux industries alimentaire et cosmétique. En 2018, elle a généré une marge opérationnelle brute (Ebitda) de base de 22,1%, bien moins que l'unité principale Pharma & Biotech (32,8%), note la Banque cantonale de Zurich dans un commentaire. Specialty Ingredients dispose de 42 sites de production et sert quelque 19.000 clients globalement, selon les chiffres contenus dans le rapport annuel. La division a généré un chiffre d'affaires de 2,39 milliards de francs, à comparer aux 5,55 milliards au niveau du groupe.

Pour Vontobel, il faut aller encore plus loin

Vontobel est ravi par l'annonce de Lonza, mais considère cette externalisation comme une étape intermédiaire devant aboutir à de nouveaux changements. La concentration de Pharma & Biotech et Consumer Health & Nutrition dans une grande entité (PB&N) doit encore aller plus loin, selon l'analyste Daniel Buchta. —(awp)

INTERNATIONAL

INFINEON: l'allemand offre 9 milliards d'euros pour l'américain Cypress

Le fabricant allemand de semi-conducteurs Infineon va lancer une offre d'environ 9 milliards d'euros pour racheter l'américain Cypress, qui devrait lui permettre de grimper au huitième rang mondial et grossir dans «l'internet des objets».

Selon un «accord définitif» entre les deux groupes, Infineon propose 23,85 dollars en numéraire par titre Cypress, soit une prime de 46% par rapport au cours moyen des 30 derniers jours.

«Nous serons en mesure d'offrir à nos clients le portefeuille le plus large pour lier le monde réel au numérique», s'est félicité le patron du groupe bavarois, Reinhard Ploss, qui voit s'ouvrir «un potentiel de croissance accru dans les secteurs automobile, industriel et de l'internet des objets».

L'ancienne filiale du conglomérat Siemens, devenue en 1999 une entreprise autonome, s'est spécialisée dans «les semi-conducteurs de puissance, les capteurs et les solutions de sécurité», pendant que sa cible californienne fabrique «des microcontrôleurs, logiciels et composants de connectivité».

La combinaison de ces actifs permettra à la future entité de croître dans «les motorisations électriques et les périphériques alimentés par batterie», tout en accompagnant les systèmes de plus en plus sophistiqués «d'assistance à la conduite» automobile, expliquent les deux groupes. —(afp)

INEOS: investissement de 2 milliards de dollars dans un projet en Arabie saoudite

Le géant britannique de la pétrochimie Ineos a annoncé lundi qu'il allait investir 2 milliards de dollars en Arabie saoudite, dans le cadre d'un gigantesque projet de Total et Saudi Aramco pour la construction d'un complexe pétrochimique de 9 milliards de dollars.

Il s'agira du premier investissement majeur au Moyen-Orient pour cette entreprise basée à Londres et présidée par le milliardaire Jim Ratcliffe. Les géants pétroliers saoudien et français travaillent à ce vaste projet de 9 milliards de dollars, dont la décision finale d'investissement doit encore être prise et dont le démarrage est prévu en 2024. Saudi Aramco et Total doivent investir à eux deux 5 milliards de dollars du total, les 4 milliards supplémentaires devant provenir de partenaires dont Ineos qui va donc fournir 2 milliards.

Ineos précise que ses trois usines lui permettront de renforcer ses capacités de production de divers produits dont l'acrylonitrile, utilisé dans les matières plastiques.

Avec ce premier investisseur important dans cette région, «Ineos aura accès à des matières premières et sources d'énergie à prix compétitif, servies par des infrastructures en bon état, ce qui nous permettra de mieux servir nos clients au Moyen-Orient et divers marchés en Asie», a souligné le groupe britannique. —(afp)

TRANSFERT D'ARGENT: la britannique WorldRemit lève 175 millions de dollars

La société financière technologique WorldRemit, spécialisée dans le transfert d'argent mobile, a annoncé avoir levé 175 millions de dollars auprès d'investisseurs historiques afin d'accélérer son développement à l'international et auprès des PME sur les marchés émergents. Lancée en 2010, la fintech a conclu une cinquième levée de fonds auprès de TCV, Accel, et Leapfrog Investments, des fonds d'investissement ayant déjà contribué à l'essor de la société britannique. En incluant ce nouveau tour de table, WorldRemit totalise près de 400 millions de dollars levés depuis sa création. —(afp)

HUAWEI: cession d'une participation dans les câbles de télécommunications sous-marins

Le géant chinois des télécoms Huawei va vendre sa participation majoritaire dans une entreprise de câbles sous-marins, cruciaux pour les télécommunications internationales, au moment où le groupe est soupçonné par Washington d'espionnage potentiel au profit de Pékin. Le spécialiste chinois de la fibre optique et du câblage Hengtong Optic-Electric a indiqué à la Bourse de Shanghai qu'il allait se porter acquéreur de 51% des parts de Huawei Marine Networks.

Huawei Marine Networks est une coentreprise de Huawei et du britannique Global Marine Systems. —(afp)

BRITISH AIRWAYS: reprise des vols vers le Pakistan après dix ans d'absence

La compagnie aérienne British Airways a rouvert lundi une liaison commerciale vers le Pakistan, suspendue il y a plus d'une dizaine d'années plus tôt pour des raisons de sécurité. Les vols, qui relieront désormais Londres à Islamabad trois fois par semaine, avaient été interrompus en 2008 à la suite d'un sanglant attentat contre un hôtel de luxe de la capitale pakistanaise, le Marriott. Plus d'un million de personnes d'origine pakistanaise vivent en Grande-Bretagne. —(afp)

TINDER: le réseau social va devoir partager les données de ses utilisateurs russes

Le gendarme de l'internet russe Roskomnadzor a affirmé hier que la célèbre application de rencontres Tinder allait désormais devoir partager sur demande les données de ses utilisateurs avec les services de sécurité russes, dont le FSB. Roskomnadzor tient une liste de services en ligne actifs en Russie qui doivent fournir les données de leurs utilisateurs aux autorités russes, si celles-ci en font la demande.

Tinder «a été ajouté à ce registre après avoir transmis les informations nécessaires, à la demande de Roskomnadzor», a tweeté l'agence des télécoms russe. Cette liste est établie par Roskomnadzor en collaboration avec les services de sécurité russes. Elle oblige ses membres à partager ses clés de chiffrement avec les autorités et à conserver en Russie les données de leurs utilisateurs pendant six mois. —(afp)